



**Au Cameroun, le gouvernement consulte, en vue de l'élaboration d'un programme de développement à l'horizon 2035 - année à laquelle le pays souhaite devenir un "pays émergent".**

Parlementaires et partenaires techniques et financiers du Cameroun viennent d'apporter leurs contributions, pour le compte de la phase 2 de cette vision de développement à long terme. Les sénateurs et les députés ont présenté au gouvernement une feuille de route pour transformer le Cameroun en pays émergent d'ici 2035.

Des actions ont été définies comme prioritaires dans les 10 régions du pays, dès le 1er janvier 2020, date du démarrage de la phase 2 de planification du développement du Cameroun. "Nous voulons les routes, l'éducation, la santé, des infrastructures uniformes sur toute l'étendue du territoire. Nous voulons aussi l'industrialisation du Cameroun, mais nous ne pouvons pas industrialiser si nous n'avons pas d'électricité", explique Pierre Mgbatou, député du RDPC, le parti au pouvoir.

Selon le chronogramme du gouvernement, ces priorités doivent être atteintes entre janvier 2020 et décembre 2027, pour faire accéder le Cameroun, au "statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure".

Une projection de développement économique sur laquelle, le député Joshua Osih, du SDF, un parti de l'opposition, émet quelques réserves : "Il faut réfléchir à ce qu'on double ou triple d'efforts pour rattraper les retards de la première phase".

Démarée en 2010, la phase 1 consacrée à la modernisation de l'économie et l'accélération de la croissance s'achève le 31 décembre prochain. "Que nos populations ressentent dans leur vie un changement plutôt très positif, en ce moment là, nous pourrions parler de cette croissance là ", souligne Jean Louis Mama, sénateur du RDPC.

Des lycéens marchent sur la route de Mokolo à Maroua, Région de l'Extrême-Nord, Cameroun, le 20 février 2018. Le taux de croissance du Cameroun est de 3,9% en 2018, le taux de chômage est à moins de 7%, et l'inflation maintenue en dessous de 2%, le tout dans un contexte de crise socio-politique et économique dans les deux régions anglophones du Cameroun.

Selon les partenaires techniques et financiers du pays, ce tableau démontre que de nombreux défis restent à relever par le Cameroun au cours des sept prochaines années. Pour Allegría Maria Baiocchi, coordonnatrice des Nations unies au Cameroun, "le grand défi de cette phase 2, c'est d'assurer une croissance qui bénéficie à tous. On a parlé des jeunes, des femmes, qui constituent le grand défi de ce pays... Il faut impliquer la grande majorité des populations du Cameroun".

Le ministère de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire coordonne ces consultations en vue d'élaborer le document de la vision du développement du Cameroun en 2035. "L'approche contributive, participative, inclusive a plus de chance de garantir l'appropriation des acteurs à la base, l'appropriation des intervenants dans l'appareil institutionnel pour la mise en œuvre des politiques", analyse Alamine Ousame Mey, ministre de l'Economie de la planification et de l'aménagement du territoire. "Je pense qu'ayant fait cela, nous aboutirons à un document qui rencontrera la satisfaction des populations à la base". Les prochaines consultations nationales vont concerner le monde scientifique et le secteur privé